



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

protection

Question écrite n° 120013

Texte de la question

M. Jean-Christophe Lagarde attire l'attention de Mme la ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement sur la sécheresse exceptionnelle constatée en Polynésie. En effet, le climat polynésien est influencé depuis novembre 2010 par un épisode *La Nina* très marqué. Ce phénomène se traduit par une sécheresse en Polynésie française qui reste à l'écart des perturbations pluvieuses majeures repoussées plus à l'ouest. Cette année, la saison des pluies, qui dure de novembre à mars, a été exceptionnellement sèche et le déficit pluviométrique a touché toute la Polynésie française. D'autre part, les îles de Polynésie administrées par Wellington, Nouvelle-Zélande, viennent de décréter l'état d'urgence après six mois de sécheresse et les autorités néo-zélandaises affirment que plusieurs archipels du Pacifique sud sont dans une situation proche. Commencée en juillet 2010, *La Nina* s'est achevée en mai 2011. Mais début septembre, la *National oceanic an atmospheric administration* américaine annonçait le retour probable de *La Nina*. Aucune pluie d'importance n'est attendue sur les archipels polynésiens avant décembre. Fait-on face à une situation qui pourrait devenir plus fréquente voire chronique sur ces régions ? Les îles de Polynésie comptent parmi les territoires les plus menacés par les changements climatiques. À court terme, le péril pourrait bel et bien être la sécheresse. Il lui demande donc de bien vouloir l'informer sur la situation de la Polynésie française.

Texte de la réponse

Tous les services météorologiques s'accordent à qualifier l'épisode « la Niña » de novembre 2010 avril 2011 comme le plus fort depuis plus d'un siècle, ce qui a engendré une sécheresse exceptionnelle sur la Polynésie française, à l'exception du sud des îles australes. Les mesures réalisées, de mai 2011 jusqu'à ce jour, montrent que sur la majorité de la Polynésie française cette sécheresse se poursuit ; elle touche particulièrement les îles du Vent et les Tuamotu. Les prévisions saisonnières envisagent une continuation d'une phase « la Niña », qualifiée de faible, au moins pour novembre-décembre-janvier avec donc, sur la Polynésie, une activité cyclonique inférieure à la normale et, dans les archipels de la société, des Tuamotu et des Gambier, une pluviométrie inférieure à la normale, sur cette période ; le déficit devrait donc encore se creuser. Le phénomène « la Niña » devrait s'estomper fin 2011. Début 2012 aurait lieu un retour à une situation plus normale. Météo-France a produit un communiqué relatif à cette situation début octobre. Puis le 26 octobre 2011, lors d'une conférence de presse, le ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement (MEDDTL), de la protection civile, du haut-commissariat et de Météo-France ont présenté les prévisions en matière de risque cyclonique pour la saison cyclonique à venir, et exposé plus largement le bilan et les prévisions climatiques de 2011 et 2012. Du fait de la rareté de ces événements, il n'existe pas à ce jour de « plan sécheresse » pour la Polynésie française. Au titre de la sécurité civile, les services de l'État ont été sollicités pour l'extinction d'incendies favorisés par la sécheresse. La commune de Moorea notamment a été confrontée à deux incendies de brousse n'ayant entraîné aucune victime et aucune évacuation d'habitants mais ayant nécessité l'emploi d'un hélicoptère bombardier d'eau, financé en partie par le fonds intercommunal de péréquation. Les services de l'État en Polynésie française restent vigilants quant à l'évolution de la situation. Certaines collectivités locales, compétentes pour la gestion de la ressource en eau, ont pris des arrêtés de

restriction d'usage, dans les communes de Pirae, Arue, Moorea-Maiao et Mahina. La relation éventuelle, en Polynésie française, entre réchauffement climatique et augmentation des épisodes de sécheresse, reste une question scientifique ouverte. L'étude préliminaire des quelques jeux de données, lors de séries temporelles, de précipitations disponibles ne met pas en évidence de tendance claire, dans un sens ou dans l'autre, mais une grande variabilité suivant les archipels et les saisons. Il semble aussi qu'il y ait une forte influence de l'oscillation interdécadaire pacifique (IPO), ce qui complique l'interprétation d'un jeu de données couvrant seulement quelques dizaines d'années. Des études faites par l'Institut de recherche pour le développement et le Laboratoire d'études en géophysique et océanographie spatiales (IRD-LEGOS) semblent voir une augmentation de l'amplitude du cycle hydrologique, ce qui pour la Polynésie française pourrait se traduire par plus de subsidence et plus d'alizés, donc moins de pluies. D'autres travaux indiquent que le changement climatique pourrait conduire à davantage d'épisodes de type « la Niña » dans le Pacifique et donc à une diminution de la pluviométrie et une baisse de l'activité cyclonique. L'université de Polynésie française finance actuellement une thèse de doctorat ayant pour titre : « Changement climatique en Polynésie française : détection des changements observés et évaluation des projections » ; ces travaux se dérouleront à Papeete et à Toulouse, avec le concours des services de recherche de Météo-France.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Christophe Lagarde](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (5^e circonscription) - Nouveau Centre

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 120013

Rubrique : Environnement

Ministère interrogé : Écologie, développement durable, transports et logement

Ministère attributaire : Écologie, développement durable, transports et logement

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 18 octobre 2011, page 10973

Réponse publiée le : 13 décembre 2011, page 13058